

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

PAR LE

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario

Du 17 au 19 juin 2014

Consœurs et confrères,

Encore une fois, nous avons connu un printemps occupé sur le front des négociations et sur la scène politique, en plus de rencontrer de nombreux dirigeants et militants des sections locales aux congrès des divisions.

Ce que j'ai trouvé remarquable, à ces congrès, c'est la capacité de notre syndicat à se renouveler grâce à de jeunes et nouveaux militants. Dans beaucoup de régions, cette année, il semblait y avoir un nombre élevé de délégués qui assistaient à leur premier congrès, ce qui est encourageant, parce que nous avons plus que jamais besoin de militants énergiques, enthousiastes et engagés pour riposter aux attaques lancées contre les travailleurs et pour promouvoir le changement.

Après avoir pris connaissance des rapports des trésoriers et des syndics des neuf divisions, je suis heureux de pouvoir affirmer que toutes les divisions, sans exception, peuvent compter sur une assise financière solide. Je vous en félicite.

Les électeurs de certaines régions du pays voulaient du changement. En avril, au Québec, le résultat des élections a surpris presque tout le monde. Et en Ontario, même si les libéraux ont été réélus avec une majorité, les électeurs ont clairement rejeté la plateforme d'austérité de droite antisyndicale qui prévoyait sabrer les emplois du secteur public et accorder d'autres baisses d'impôts aux entreprises. Nous surveillerons tous de près ce qui arrivera au projet de régime de retraite en Ontario et au nouveau processus de négociations centralisées pour les travailleuses et travailleurs des conseils scolaires du SCFP.

Le SCFP a eu le plaisir d'être l'un des commanditaires du Sommet sur le progrès organisé par l'Institut Broadbent à la fin de mars. Des centaines de progressistes se sont réunis pour parler des changements qu'ont imposés les conservateurs de Stephen Harper au Canada et de ce que nous pouvons faire pour nous réapproprier notre pays lorsque nous irons aux urnes l'an prochain. Mais l'événement nous a aussi permis de constater que des gouvernements apparemment progressistes, comme celui des travaillistes en Australie, dirigé par Julia Gillard, ne reconnaissent pas les problèmes inhérents à la sous-traitance des services, dont ceux qu'offrent les membres du SCFP.

Au moment où nous nous préparons aux élections fédérales de l'an prochain, nous ne devons pas oublier la politique énoncée dans le document d'orientation stratégique adopté par les délégués à notre dernier congrès national : « Le SCFP réaffirme l'engagement qu'il a pris en 2011 de travailler à l'élection d'un gouvernement fédéral du NPD en 2015. » Malgré notre détermination à nous débarrasser d'un gouvernement de droite, nous ne devons pas nous laisser convaincre d'appuyer des partis qui, en bout de ligne, ne sont pas les amis de nos membres et tous les travailleurs.

L'assemblée générale du Congrès du travail du Canada, qui se déroule à tous les trois ans, a été un autre événement important du printemps. Sur le plan financier, les délégués ont adopté deux importantes résolutions.

La première est le maintien de notre appui au projet « Ensemble pour un monde plus juste », qui comprend une campagne de publicité télévisuelle nationale qui se déroulera cet automne et en 2015, jusqu'aux élections fédérales. Un prélèvement spécial de 1,50 \$ par membre, dû le 1^{er} juin, a déjà été inclus dans notre budget de 2014 et un autre paiement sera intégré en 2015.

En outre, les délégués ont approuvé une augmentation de la capitation de 5 cents par membre, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Le SCFP national paie la capitation du CTC au nom de tous les membres et nous en tiendrons compte dans la préparation du budget de 2015.

Quant aux états financiers du premier trimestre de 2014, la Caisse générale montre les résultats de l'approche prudente que nous avons adoptée. Les prévisions des revenus de capitation préparées par le personnel se maintiennent, avec un léger dépassement budgétaire de 80 337 \$. Bien que les dépenses de plusieurs postes budgétaires aient été inférieures au budget, dans la plupart des cas, il s'agit du moment de la présentation de factures et non du reflet des activités du SCFP sur le terrain.

Qu'ils s'agisse de campagnes électorales, de la campagne nationale sur l'Accord sur la santé, du projet « Un monde plus juste », de la trousse d'outils sur les finances municipales rendue publique à la conférence de la Fédération canadienne des municipalités plus tôt ce mois-ci, de la préparation à la conférence du Conseil national des secteurs en octobre, de la campagne pour la bonification du RPC ou des négociations locales ou centralisées, le SCFP et ses membres travaillent à plein régime.

Cette énergie est aussi bien apparente dans les campagnes à frais partagés qui ont été approuvées en mars et celles qui seront présentées à la réunion du Conseil exécutif national de juin. Si les demandes sont approuvées, près de 80 % des 2,6 millions de dollars prévus pour les campagnes à frais partagés auront été dépensés au milieu de l'année. Nous continuerons à surveiller la situation de près afin que des fonds soient disponibles pour d'importantes campagnes qu'il pourrait être nécessaire de mener dans la deuxième moitié de 2014.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS 2014

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2014 se situait à 184,0 millions de dollars, comparativement à 183,7 millions de dollars au 31 décembre 2013 et à 173,2 millions de dollars au 31 mars 2013. Le solde bancaire au 31 mars 2014 était de 10,6 millions de dollars comparativement à 10,2 millions de dollars au 31 décembre 2013 et à 10,4 millions de dollars au 31 mars 2013. Le solde bancaire inclut 8 millions de dollars de liquidités réservées aux indemnités de retraite, à la capitalisation des futurs avantages sociaux, au congrès de 2015, à une réserve pour la gestion des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux. Le total des placements réservé à la capitalisation des avantages sociaux futurs s'établissait à 46,8 millions de dollars au 31 mars 2014.

Les immobilisations ont augmenté de 420,000 \$ au cours du trimestre. Les travaux de remplacement de l'enveloppe de l'édifice du bureau régional de l'Ontario sont maintenant presque terminés. Les dernières factures sont toujours en cours de traitement et le projet respectera le budget. Au cours de ce premier trimestre de 2014, tous les ordinateurs de bureau et portables de plus de 3 ans ont été remplacés par du nouveau matériel. Cette pratique sera désormais normale au début de chaque année.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 129,2 millions de dollars au 31 mars 2014, un montant presque inchangé par rapport au trimestre précédent.

La provision pour les obligations en matière d'avantages sociaux futurs était de 74,5 millions de dollars au 31 mars 2014. Selon les états financiers vérifiés du 31 décembre 2012, le véritable passif actuariel était de 239 millions de dollars, ce qui laisse toujours un écart important de 169 millions de dollars qui n'est pas inscrit dans nos états financiers. Selon les états financiers vérifiés du 31 décembre 2013, l'écart entre le véritable passif et ce que nous avons inscrit a augmenté à 178 millions de dollars. Les prévisions présentées à la dernière réunion du Conseil exécutif national indiquaient que l'argent que nous continuons à consacrer à ce passif, conformément à notre feuille de route, nous permet de réaliser des progrès lents mais réguliers vers l'atteinte de notre objectif, qui est d'inscrire tout le passif à notre bilan.

Le solde de la Caisse au 31 mars 2014 se situait à 54,9 millions de dollars, dont 3,5 millions de dollars sont réservés à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales (1,1 million de dollars) au Fonds de riposte (428 000 \$) et au Fonds pour les édifices régionaux (2 millions de dollars). De ce solde, nous avons investi 52,9 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction de 1,5 million de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est immobilisé, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le surplus d'exploitation, avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et les gains de placements non matérialisés, est de 84 500 \$. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 80 000 \$ et le total des revenus est supérieur au budget de 414 000 \$ grâce aux gains de placements plus élevés que prévu. En même temps, les dépenses pour le trimestre sont inférieures au budget de 85 000 \$.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique et à la lutte à la privatisation étaient inférieures de 441 000 \$ au budget à la fin du premier trimestre compte tenu du temps consacré à l'étude et à l'approbation des plans soumis au début de chaque exercice.
2. Le travail se poursuit dans le projet « Ensemble, pour un monde plus juste » du SCFP; toutefois, à la fin du premier trimestre, les dépenses étaient inférieures au budget de 216 000 \$ puisque la remise du prélèvement spécial du CTC n'est due que le 1^{er} juin.
3. Nous n'avons reçu aucune dépense pour le Fonds de riposte à la fin du premier trimestre de 2014; par conséquent, ce poste est inférieur au budget de 187 500 \$ pour le cumul de l'exercice.
4. Les dépenses électorales étaient inférieures au budget de 180 000 \$ pour l'exercice jusqu'à maintenant, parce que les élections prévues n'auront lieu qu'après le 31 mars.
5. Les dépenses consacrées au renforcement des divisions provinciales ont été inférieures au budget de 160 000 \$ étant donné le moment où les paiements doivent être faits pendant l'année.
6. Les frais de bureau ont été inférieurs au budget de 122 000 \$ pour l'exercice.
7. Les dépenses de déplacement ont été supérieures au budget de 427 000 \$ à cause du volume des déplacements du personnel pendant cette première partie de l'année, en particulier pour la participation aux réunions du personnel et aux congrès des divisions de 2014.

Caisse nationale de défense

L'actif s'élevait à 8,3 millions de dollars au 31 mars 2014, comparativement à 8,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Le passif totalisait 6,5 millions de dollars, ce qui donnait un solde de 1,8 million de dollars. Le total des revenus pour le trimestre était de 2,3 millions de dollars pour des dépenses de 2,1 millions de dollars, ce qui laisse un léger surplus pour le trimestre de 78 000 \$. Nous avons aussi subi des pertes non matérialisées dans les revenus de placements de 41 000 \$, pour un surplus total pour le trimestre de 219 000 \$.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour le premier trimestre ont totalisé 1,1 million de dollars sur un budget annuel de 2,6 millions de dollars. Les dépenses pour les grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 425 000 \$, pendant que celles des initiatives nationales en matière de stratégie étaient de 489 000 \$. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales, elles se sont élevées à 85 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 mars 2014 s'élevait à 77,5 millions de dollars, comparativement à 73,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cet actif était formé de 15,9 millions de dollars en liquidités, de 1,9 million de dollars en capitation à recevoir et comptes débiteurs et de 59,8 millions de dollars de placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 59 000 \$ et un léger compte créditeur de 9 000 \$ à la Caisse générale. Ainsi, au 31 mars 2014, le solde de la Caisse s'établissait à 77,5 millions de dollars, comparativement à 73,2 millions de dollars au 31 décembre 2013.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placements, s'élevaient à 3,8 millions de dollars. Les dépenses étaient de 211 000 \$, ce qui donne un surplus net pour le trimestre de 3,6 millions de dollars, avant de tenir compte des gains de placements non matérialisés de 907 000 \$.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

La section locale 4616-02, canton de Bonfield, Ontario – Après 10 mois passés aux piquets de grève, 16 membres ont ratifié, le 6 juin 2014, une convention collective qui prévoit la réintégration de cinq travailleurs congédiés et le retrait de toutes les concessions majeures.

La section locale 402-01, Ville de White Rock, Colombie-Britannique – 100 membres en grève depuis le 3 mai 2014. Les enjeux incluent les heures de travail, un traitement équitable pour les travailleurs occasionnels et à temps partiel et la nécessité de mettre en place un régime d'invalidité de longue durée.

La section locale 608, Centre Naramata, Colombie-Britannique – 30 membres en grève depuis le 15 mai 2014 contre une mesure prise par l'employeur, l'Église Unie du Canada, visant à sous-traiter les services d'aliments et de boissons et l'entretien des terrains, entre autres.

RETARDS DANS LA CAPITATION

Pour le trimestre terminé en mars 2014, le total de la capitation en retard s'élevait à 5 916 607 \$, une diminution de 802 853 \$ ou de 11,95 % par rapport au trimestre précédent terminé en décembre 2013. Le total des retards a diminué de 11,87 % par rapport à mars 2013.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Au début d'avril, le comité de direction de la gestion de l'information et de la technologie (GITI) s'est réuni pour faire le point sur les projets de TI en 2014 et discuter de tout ce que nous avons à faire pour l'année.

La première version du système « Un monde plus juste » a été mise en œuvre au début de janvier. Le système, créé pour soutenir le projet du même nom, est maintenant utilisé en Ontario, en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et dans les régions de l'Atlantique et des Maritimes, et son installation a commencé au Québec. Le travail est en cours pour mettre en place un mécanisme de présentation de rapports sur le projet et une application mobile pour l'entrée de données.

Une demande de proposition (DP) a été lancée pour le système de gestion des documents et des dossiers électroniques (SGDDE) et le contrat a été accordé en mars à une équipe d'Emerion. Ce projet, l'un des plus importants sur la liste cette année, vise l'adoption d'une méthode uniforme de gestion des documents et des dossiers électroniques pour l'ensemble du syndicat. La réunion de lancement du projet, qui comprenait une session interactive pour cerner les défis, a eu lieu à la rencontre des directeurs régionaux, en mai.

Le développement du SISL II se poursuit. Ce système gère l'information relative aux sections locales, aux exécutifs des sections locales et aux membres du SCFP. Grâce aux nouvelles ressources ajoutées au projet, le calendrier a été considérablement raccourci et le produit devrait être livré au cours de la présente année.

La nouvelle version du site Web scfp.ca a été lancée le mois dernier. Les membres du Conseil en auront un aperçu complet au cours de la présente réunion.

Un projet de mise à jour du système de comptabilité du SCFP, Microsoft Dynamics SL, a été entrepris en février et mars de cette année. Le système a été mis à niveau et testé et le Service des finances est maintenant opérationnel avec la nouvelle version de Dynamics SL.

Plus tard cette année, la TI travaillera notamment aux systèmes de gestion de l'ILD, de suivi des arbitrages et de rapports et mises à jour du SICC (système d'information sur les conventions collectives).

Le projet de vidéoconférences est en cours et de nouvelles unités ont été installées à Calgary, Dartmouth, Edmonton, Fredericton, Winnipeg et Sudbury. Les autres lieux, Regina, Saskatoon et St. John's, suivront sous peu. Le SCFP national, le bureau régional de la Colombie-Britannique, le bureau régional de l'Ontario et tous les bureaux du Québec disposent déjà d'installations de vidéoconférence.

Le projet d'expansion et d'amélioration du réseau étendu (WAN) est bien amorcé et près de la moitié des installations sont terminées. L'achèvement est prévu pour la fin de juin. Cette initiative permettra d'accroître la sécurité de la TI sur le WAN et les connexions Internet du SCFP pour les bureaux comprenant cinq utilisateurs ou plus.

Le projet de mise à niveau des serveurs et des logiciels est entièrement terminé. Cette initiative a permis de mettre à niveau tout le matériel et les logiciels Windows de nos 11 plus grands bureaux de tout le pays. Nous pourrions maintenant procéder à la pleine mise en œuvre de notre politique relative aux mots de passe.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

À Markham, les travaux qui restaient à faire dans le projet de recouvrement extérieur du bureau régional de l'Ontario sont presque terminés. Le travail saisonnier a été retardé par un printemps tardif qui a entravé les efforts des paysagistes pour poser les dalles et gazonner le terrain.

Nous sommes fiers de tous les efforts, passés et présents, que nous avons déployés pour respecter l'environnement. À Dartmouth, nous sommes passés de Vert à Argent. Notre bureau régional de l'Atlantique de 14 400 pieds carrés vient d'obtenir la certification LEED Argent du Conseil du bâtiment durable du Canada. L'édifice a été conçu et construit selon des stratégies de construction verte pratiques et mesurables destinées à améliorer le rendement dans des secteurs environnementaux importants, comme l'économie d'énergie et d'eau, l'amélioration de la qualité de l'air intérieur et des solutions durables de fonctionnement et d'entretien.

Les travaux de rénovation intérieure du bureau national sont presque terminés et il ne reste quelques reconfigurations mineures à achever.

Baux

À Grande-Prairie, en Alberta, des locaux ont été trouvés et les négociations avec le propriétaire sont sur le point d'aboutir. Nous obtenons un bail de 10 ans pour l'espace

de 2 300 pieds carrés, à compter du 1^{er} août 2014. Les améliorations locatives des lieux devraient commencer ce mois-ci et la date d'occupation a été fixée au début novembre 2014. L'espace est conçu de manière à prévoir la croissance et à améliorer les installations de réunion pour le bureau local et les membres des régions avoisinantes. Notre bail actuel a été prolongé jusqu'au 30 novembre 2014.

À Red Deer, en Alberta, nous mettons la dernière main aux détails de location dans un nouvel édifice acheté par la section locale 417. Ce bâtiment à la fine pointe de la technologie et respectueux de l'environnement est doté de technologies à haute efficacité qui feront diminuer les coûts d'entretien et de remplacement. Il est aussi bâti avec des matériaux particuliers qui résisteront aux conditions climatiques extrêmes de l'Alberta. L'espace de 3 300 pieds carrés est conçu pour répondre aux besoins du bureau local et à ceux de la section locale 417, qui en occupera une petite partie. Le bureau répond aussi à un besoin croissant d'offrir des lieux de réunion aux membres du SCFP de la région de Red Deer et des environs, puisqu'il est idéalement situé entre Edmonton et Calgary.

L'actuel édifice du bureau de Red Deer a été vendu, sous réserve de l'occupation des nouveaux locaux, qui devrait se faire à la mi-août.

À Burnaby, en Colombie-Britannique, des recherches sont en cours pour trouver des locaux qui pourraient recevoir le bureau régional de la Colombie-Britannique et celui de la division de la C.-B. Une évaluation des besoins a été effectuée et un courtier immobilier étudiera le marché pour y trouver des propriétés adéquates.

Les négociations sont en cours pour le renouvellement du bail du bureau de Prince Albert, en Saskatchewan.

Nous examinons les options de renouvellement des baux ou de déménagement pour les bureaux de Dalhousie au Nouveau-Brunswick, et de Timmins, Lakehead, Kenora, Kitchener et Windsor en Ontario.

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

2014 est une année bien remplie pour le SCFP, comme en font foi les nombreuses rencontres que nous planifions.

En mars, le SCFP a été invité au dîner de gala de la Chambre de commerce de Québec afin d'y recevoir le prix de 2013 pour l'événement d'affaires de l'année du Centre des congrès de Québec. Habituellement, ce prix est remis à des organisations et à des entreprises de la ville, mais compte tenu de l'impact positif qu'a eu notre congrès national biennal de 2013 sur l'économie locale, le comité a fait une exception.

En avril, au Centre des congrès d'Ottawa, nous avons tenu notre Réunion de tous les comités à laquelle ont participé des membres de nos 17 comités nationaux.

La planification de la Conférence du Conseil national des secteurs de 2014 bat son plein. Les conseillers et coprésidents ont été choisis et des conférences téléphoniques pour discuter de l'ordre du jour et du contenu de la rencontre ont été prévues. Plusieurs réunions de planification ont déjà eu lieu et se poursuivront jusqu'à la date de l'événement, en octobre. Nous estimons à environ 1 000 le nombre de membres qui assisteront à la Conférence, au Centre Sheraton de Toronto. Les inscriptions en ligne ont commencé à la fin de mai.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Nous continuons à agrandir et à renforcer notre équipe pour offrir éducation et formation à nos membres. Les membres-animateurs jouent un rôle très important dans cette équipe. À l'automne 2014, un autre groupe de membres-animateurs se joindra à nous pour deux sessions de formation, l'une en Ontario et l'autre en Nouvelle-Écosse. Nous voulons que nos membres-animateurs soient représentatifs des genres et des groupes en quête d'égalité. Il est également important d'équilibrer le groupe dans chaque région selon d'autres critères, par exemple l'endroit où ils vivent, leur disponibilité ou leur champ d'expertise.

Notre Direction du développement syndical est dotée de politiques standards pour le recrutement de membres-animateurs. Les membres intéressés doivent soumettre une demande par écrit, puis passer par un processus d'entrevues. Les membres choisis suivent la formation et passent ensuite par un processus de certification.

Dans le projet « Un monde plus juste », la DDS a offert la première ronde de formation au personnel et aux membres-animateurs dans toutes les régions du pays pour leur permettre d'animer les sessions de formation destinées aux leaders des sections locales et aux communicateurs. Dans plusieurs régions, la DDS a offert une deuxième ronde de formation pour élargir le groupe de personnes aptes à aider les sections locales.

Du 27 avril au 2 mai, 27 conseillères et conseillers syndicaux de tout le Canada ont participé à une session de formation sur les régimes de retraite. Dans le cadre de ce qui est en train de devenir une session de formation annuelle, nous édifions la capacité de notre syndicat en matière de régimes de retraite. En effet, beaucoup de nos conseillères et conseillers les plus chevronnés dans ce domaine ont pris leur retraite dernièrement, ou le feront d'ici cinq ans. Il s'agit d'un bon exemple de la manière dont le SCFP aborde les questions de relève.

Partout au Canada, des sessions de formation du personnel ont eu lieu en mai et en juin, sur un large éventail de sujets comme arbitrage, enjeux juridiques, régimes de retraite, santé mentale et résolution de conflits, pour ne nommer que ceux-là. Nous avons eu le plaisir d'apporter notre aide au Service des communications, qui a mis au point un nouvel atelier intitulé « Relations avec les médias pour les conseillers

syndicaux ». Il a été mis à l'essai dans la région de l'Atlantique et des Maritimes plus tôt ce mois-ci.

En mars, un groupe de 40 personnes a consacré plusieurs jours à l'élaboration des fondements d'une toute nouvelle série d'ateliers sur les négociations collectives. Le nouvel atelier d'une semaine sur les négociations a été mis à l'essai plusieurs fois et il sera présenté à trois autres cours d'été pour être encore raffiné. D'ici l'année prochaine, la DDS aura une dizaine de nouveaux ateliers à offrir sur les négociations collectives.

La DDS collabore aussi avec le Service de la santé et de la sécurité au travail pour donner suite à la résolution adoptée au congrès national de 2013 prévoyant la création d'une nouvelle série de cours sur la SST. Basée sur la série de cours destinés aux délégués syndicaux, extrêmement appréciée, la nouvelle série devrait être offerte cette année et l'année prochaine.

La Direction pilotera un nouvel atelier d'une semaine sur les droits de la personne cet automne à Cornwall, en Ontario. Il sera offert dans les régions qui souhaitent l'intégrer à leur travail sur la Journée internationale des droits de l'homme, en décembre.

La coordonnatrice de l'alphabétisation au SCFP collabore avec d'autres au syndicat pour riposter à la dernière attaque lancée par le gouvernement Harper, qui veut maintenant retirer leur financement aux groupes de promotion de l'alphabétisation.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

En avril 2014, le confrère Andrew Mele a quitté son poste de fiduciaire du SCP au Conseil de fiducie mixte (CFM). La consœur Patty Brockman, qui était fiduciaire suppléante du CFM, remplace le confrère Mele. C'est maintenant le confrère Peter Paulekat qui est fiduciaire suppléant du SCP.

Le CFM a invité les constituants à assister à la présentation de l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2014 à sa réunion de juin. Les fiduciaires songent à apporter d'importantes modifications aux hypothèses, économiques et non économiques, pour le dépôt de l'évaluation du 1^{er} janvier 2014.

La préparation du Rapport aux participants de 2013 est en cours. Le rapport sera affiché sur le site Web du RRES à www.rres.ca.

Le personnel du régime de retraite prépare présentement le rapport annuel de 2013, qui décrit les crédits et les droits à pension des participants. Le rapport sera posté aux participants actifs du régime à la fin de juin 2014.

Le personnel administratif organise les séminaires de préparation à la retraite de l'automne 2014. Les lieux sont à confirmer. Ces séminaires sont offerts aux participants du régime qui ont atteint l'âge de 45 ans et qui comptent cinq années de service crédité

en vertu du régime. Les membres peuvent ainsi se préparer psychologiquement et financièrement à la retraite.

Décès

M. Richard Monahan, époux de la consœur Betty Sommers – 28 mars 2014

La consœur Margaret Barclay, retraitée, bureau de Kingston – 7 mai 2014

Le confrère Roger Neeley, retraité, bureau régional de l'Ontario – 28 mai 2014

Retraites

La consœur Marian Wiwchar, bureau de Victoria – 1^{er} mars 2014

La consœur Heather Inglis, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mars 2014

La consœur Cora-Lee Skanes, bureau de Sudbury – 1^{er} juillet 2014

Le confrère Sylvain Blanchette, bureau national – 1^{er} juillet 2014

Le confrère Alain J. Anglehart, bureau de Rouyn-Noranda – 1^{er} août 2014

La consœur Bonnie Ferguson, bureau régional de l'Alberta – 1^{er} octobre 2014

CONCLUSION

Consœurs et confrères, si vous avez un peu de temps cet été, j'espère que vous en profiterez pour prendre connaissance de la nouvelle version de notre site Web, scfp.ca. En plus d'être axé sur l'action, le site exige moins de recherche pour trouver l'information et, s'il faut quand même chercher, il offre une meilleure capacité de recherche. Merci à tous les membres du personnel des communications et de la technologie de l'information qui ont contribué à mettre en ligne cette nouvelle version.

Je tiens aussi à remercier la consœur Pat Daley, qui partira en vacances le 1^{er} juillet 2014, avant de prendre sa retraite après 12 ans de travail dévoué pour le SCFP. Pat s'est jointe au bureau du secrétaire-trésorier national à titre d'adjointe exécutive le 2 septembre 2010 et j'ai eu le plaisir de travailler avec elle au cours des trois dernières années. Je la remercie pour son dévouement. Vous nous manquerez, consœur! Et je suis heureux d'accueillir la consœur Anne Healy qui a accepté de prendre la relève. Anne occupait les fonctions de conseillère aux services du bureau régional de l'Ontario.

Je vous souhaite un bel été, rempli de temps passé avec votre famille et vos amis. Et n'oublions pas de souligner la fête du Travail au moment où nous amorcerons la bataille contre les conservateurs de Stephen Harper en 2015.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

:pmc/sec